



**Cahier des clauses administratives particulières  
commun à tous les lots**

**MARCHE N° 25-M-S3V-044**

---

**Accord-cadre de prestations intellectuelles**

**Missions de commissariat aux comptes pour la CCIAMP, la CCIR PACA, la CCI des Hautes Alpes et la CCI des Alpes de Haute Provence relatives aux exercices comptables 2026 à 2031**

---

**Chambre de Commerce et d'Industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence**  
Palais de la Bourse  
9 La Canebière  
CS21856  
13221 MARSEILLE CEDEX 1

## Table des matières

Article 1 – Définition des prestations.....	4
Article 2 – Réalisation de prestations similaires .....	4
Article 3 – Décomposition des prestations .....	4
Article 4 – Conditions d'exécution de la mission .....	4
Article 5 – Documents contractuels .....	4
Article 6 – Protection des données à caractère personnel .....	5
Article 7 – Type de prix.....	7
Article 8 – Modalités de variation du prix.....	8
Article 9 - Contenu des prix.....	8
Article 10 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes.....	8
Article 11 – Mentions des bons de commande.....	8
Article 12 – Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution .....	9
Article 13 – Obligations du titulaire .....	9
Article 14 – Opérations de vérification et réception des prestations .....	9
Article 15 – Personnel du commissaire aux comptes titulaire et/ou suppléant .....	9
Article 16 – Utilisation des résultats – propriété intellectuelle.....	10
Article 17 – Propriété littéraire et artistique.....	10
Article 18 – Garantie des droits .....	10
Article 19 – Détermination du prix des droits de propriété intellectuelle .....	10
Article 20 – Modalités de paiement.....	10
Article 21 – Forme et présentation des demandes de paiements .....	11
Article 23 – Modalités de facturation .....	12
Article 24 – Paiement des cotraitants .....	12
Article 25 – Paiement des sous-traitants .....	12
Article 26 – Monnaie de compte de l'accord-cadre .....	12
Article 27 – Délai de paiement.....	12
Article 28 – Avance.....	12
Article 29 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail .....	13
Article 30 – Assurances de responsabilité civile professionnelle.....	13
Article 31 – Pénalités.....	14
Article 32 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé .....	14
Article 33 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire .....	14
Article 34 – Résiliation.....	15

Article 35 – Exécution aux frais et risques du titulaire.....	15
Article 36 – Juridiction compétente .....	15
Article 37 – Clauses complémentaires .....	16
Article 38 – Dérogations.....	16

## **Article 1 – Définition des prestations**

Les stipulations du présent document concernent les prestations de Missions de commissariat aux comptes relatives aux exercices comptables 2026-2031 pour la CCIR de région PACA et 3 de ses CCI territoriales.

## **Article 2 – Réalisation de prestations similaires**

En application des dispositions du code de la commande publique des articles R.2122-1 et suivants, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché sans mise en concurrence et publicité avec le titulaire pour des prestations similaires inférieurs aux seuils européens.

Pour un tel marché passé par le pouvoir adjudicateur, la durée pendant laquelle les nouveaux marchés peuvent être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **Article 3 – Décomposition des prestations**

Le présent accord-cadre est alloté en 4 lots :

Lot 1 : Mission de commissariat aux comptes pour les besoins de la CCIAMP - exercices comptables 2026 à 2031  
Montant maximum annuel pour la partie à bon de commande : 5 000 € HT

Lot 2 : Mission de commissariat aux comptes pour les besoins de la CCIR PACA exercices comptables 2026 à 2031  
Montant maximum annuel pour la partie à bon de commande : 5 000 € HT pour l'ensemble du lot, soit 2 500 € HT par titulaires retenus.

Lot 3 : Mission de commissariat aux comptes pour les besoins de la CCI Hautes-Alpes exercices comptables 2026 à 2031  
Montant maximum annuel pour la partie à bon de commande : 2 000 € HT

Lot 4 : Mission de commissariat aux comptes pour les besoins de la CCI des Alpes de Hautes Provence exercices comptables 2026 à 2031  
Montant maximum annuel pour la partie à bon de commande : 2 000 € HT

Les prestations sont établies sur la base d'un prix global et forfaitaire annuel pour la mission légale de commissaire aux comptes (Cf. DPGF) et sur la base de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées pour les prestations complémentaires (des diligences directement liées (DDL), supports, études et missions diverses) (Cf. BPU).

## **Article 4 – Conditions d'exécution de la mission**

Le volume horaire annuel estimatif pour chaque membre du groupement est indiqué dans le CCTP propre à chaque lot de la présente consultation.

## **Article 5 – Documents contractuels**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, listées par ordre de priorité décroissant.

- Acte d'engagement et ses éventuelles annexes
- Le bordereau de décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses éventuelles
- Le cahier des clauses administratives générales - prestations intellectuelles (CCAG-PI)
- Le Cadre de réponse technique (CRT)
- La lettre de mission rédigée par le titulaire conformément aux dispositions du CCTP de chaque lot

## Article 6 – Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-PI, chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### 6.1 - Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du contrat.

La durée du traitement des données est celui de la durée du marché.

### 6.2 - Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

#### 6.2.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

#### 6.2.2 - Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

#### 6.2.3 - Exercice des droits des personnes

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée

(y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique au responsable de la protection des données personnelles du membre du groupement concerné.

#### 6.2.4 - Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen d'un mail.

Le Titulaire s'engage à notifier au membre du groupement concerné toute violation de données par email dès que possible et au maximum dans un délai de vingt-quatre (24) heures.

La notification devra décrire la nature de la violation de données y compris les catégories et le nombre de Personnes concernées, le nom de la personne en charge du traitement concerné, les conséquences de la violation de données, les mesures prises pour y remédier, ainsi que le calendrier envisagé pour les mettre en œuvre, en limiter les conséquences, et en prévenir la récurrence.

Le Titulaire s'engage à rechercher l'origine de la violation de données et à mettre en place toutes mesures correctives afin d'y mettre un terme et d'en limiter les conséquences et la récurrence. Le Titulaire s'engage également à assister le membre du groupement concerné dans la mise en œuvre des notifications éventuellement nécessaires auprès des autorités compétentes et/ou des Personnes concernées.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### 6.2.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### 6.2.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 6.2.7 - Durée et modalités de conservation des données

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes :

Conformément à l'article R 2184-13 du Code de la commande publique, les données traitées dans le cadre de ce marché seront conservées pendant une durée minimale de cinq ans.

#### 6.2.8 - Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur. Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

#### 6.2.9 - Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### 6.2.10 - Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### 6.2.11 – Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### 6.3 - Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

## Article 7 – Type de prix

Les prestations objet du présent marché sont établies sur la base d'un prix global et forfaitaire annuel pour la mission légale de commissaire aux comptes et sur la base de prix unitaires appliqués aux quantités réellement exécutées pour les prestations complémentaires.

## Article 8 – Modalités de variation du prix

Les prix des prestations sont réputés établis aux conditions économiques du mois de dépôt des offres, soit mars 2026. Ce mois est appelé mois zéro (M<sub>0</sub>)

Les prix sont révisibles à la date anniversaire de la notification du marché dans les conditions fixées ci-après :

Les prix révisés ne pourront porter que sur des prestations postérieures à la date de révision.

La rémunération de la prestation varie selon la formule ci-dessous :

$$Pr = Po \times ( 60\% + 40\% \times (SYNT / SYNT_0))$$

dans laquelle :

- Pr est le prix révisé
- Po est le prix réputé établi sur la base des conditions économique du mois « zéro » (M<sub>0</sub>)
- SYNT<sub>0</sub> : valeur de l'indice SYNTEC pour le mois M<sub>0</sub>
- SYNT : valeur de l'indice SYNTEC au mois de révision

### Révision provisoire

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index ou un indice antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index ou de l'indice correspondant.

### Paliers de révision

Les prix ne sont réactualisés qu'à partir d'une augmentation ou baisse égale ou supérieure à 1 %.

### Clause butoir

L'augmentation résultant de la variation des prix ne peut être supérieure à 6 % par période de révision.

## Article 9 - Contenu des prix

Les prix sont réputés complets.

Ils comprennent toutes les charges et frais afférents nécessaires à la parfaite exécution des prestations tels que frais de déplacement, parking, péages, frais de restauration et d'hébergement, frais d'élaboration des divers documents et supports, frais de conception, d'élaboration et d'impression de documents. Tous les frais autres et annexes à la réalisation des présentes prestations sont à la charge exclusive du titulaire.

## Article 10 – Forme de l'accord-cadre - attribution des commandes

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire pour les lots 1,3 et 4 et multi attributaire pour le lot 2 sans remise en concurrence, passé par un pouvoir adjudicateur avec un seuil maximum à bons de commande, en application des articles R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique. Cet accord-cadre comprend une partie forfaitaire et une partie à prix unitaires.

## Article 11 – Mentions des bons de commande

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par l'émission de bons de commande. Les bons de commande indiquent:

- la référence à l'accord-cadre ;
- la désignation des prestations à réaliser ;
- le montant de la commande ;
- les délais d'exécution.

Les bons de commande sont signés par le représentant du pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande peuvent être notifiés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.



Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande, dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de celui-ci, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

## **Article 12 – Durée de l'accord-cadre et délais d'exécution**

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme de 6 ans à compter de sa notification et correspond à la certification des comptes des 6 exercices comptables de 2026 à 2031.

Les modalités d'expression des délais d'exécution de l'accord-cadre dérogent à l'article 3.2 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 13 du CCAG-PI, le point de départ du délai d'exécution n'est pas fixé à la date de notification de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution de la mission légale de commissaire aux comptes sont fixés à l'article 2.2 « Calendrier et livrables » du CCTP.

Pour les prestations complémentaires, le délai d'exécution est fixé par chaque bon de commande et court à compter de la notification de celui-ci.

## **Article 13 – Obligations du titulaire**

Pour l'accomplissement des diligences et prestations prévues à l'accord-cadre, le titulaire s'engage à donner ses meilleurs soins, conformément aux règles de l'art de la profession.

## **Article 14 – Opérations de vérification et réception des prestations**

Les opérations de vérifications des prestations sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 28 du CCAG-PI.

Les opérations de vérification sont réalisées dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur avise le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications, afin de lui permettre d'y assister ou de se faire représenter.

L'absence du titulaire dûment avisé, ou de son représentant, ne fait pas obstacle au déroulement ou à la validité des opérations de vérification.

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet, sont prises dans les conditions prévues à l'article 28.2 du CCAG-PI.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 2 mois pour procéder aux vérifications des prestations et notifier sa décision.

Le point de départ de ce délai correspond à la livraison des prestations au pouvoir adjudicateur.

Les prestations réalisées au titre de chaque bon de commande font l'objet de vérifications et de décisions distinctes.

## **Article 15 – Personnel du commissaire aux comptes titulaire et/ou suppléant**

Le Commissaire aux comptes a la responsabilité des personnels et des moyens à mettre en œuvre pour exécuter le marché.

La personne physique ou l'équipe qu'il affecte à la conduite des prestations est celle qu'il a mentionnée dans le Cadre de Réponse Technique (CRT).

La bonne exécution du marché étant subordonnée à l'intervention de cette(s) personne(s), le titulaire s'oblige à maintenir l'effectif ainsi désigné jusqu'à l'achèvement des prestations.

Au cas exceptionnel où la personne ou l'un des membres de l'équipe ne serait plus en mesure d'exécuter sa tâche (départ, démission, indisponibilité temporaire ou définitive), le titulaire doit :

- en aviser, sans délai le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations ;
- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné à l'alinéa précédent.

Le remplacement ne peut s'opérer que par un professionnel de même niveau de compétence, d'expérience et de formation et possédant une connaissance suffisante des prestations déjà effectuées.

Le remplaçant proposé par le commissaire aux comptes est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée ci-dessus. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. Les avis, propositions et décisions du pouvoir adjudicateur sont notifiés directement contre récépissé.

A défaut de proposition de remplaçant par le commissaire aux comptes ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG-PI.

## **Article 16 – Utilisation des résultats – propriété intellectuelle**

L'utilisation des résultats découlant de l'accord-cadre est régie par le chapitre 6 du CCAG-PI.

Aucun tiers ne bénéficiera des droits de la propriété intellectuelle concédés au titre de l'accord-cadre.

## **Article 17 – Propriété littéraire et artistique**

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG-PI, les droits sont concédés pour les besoins découlant de l'objet de l'accord-cadre.

Conformément à l'article 35.2.1 du CCAG-PI, la concession des droits couvre les résultats, à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de la réception des prestations, pour la durée légale des droits d'auteur ou des droits voisins du droit d'auteur.

Les droits sont concédés pour la France.

## **Article 18 – Garantie des droits**

Les garanties des droits prévues à l'article 35.4 du CCAG-PI s'appliquent à l'accord-cadre.

## **Article 19 – Détermination du prix des droits de propriété intellectuelle**

Conformément aux dispositions de l'article L.131-4 du code de la propriété intellectuelle, la rémunération de l'auteur sera évaluée forfaitairement, une base de calcul de participation proportionnelle ne pouvant être pratiquement déterminée. Ce forfait est indiqué dans l'offre de prix du titulaire.

## **Article 20 – Modalités de paiement**

Les paiements sont effectués par le versement d'acomptes et d'un solde, selon les conditions du CCAG-PI.

## Article 21 – Forme et présentation des demandes de paiements

La demande de paiement reprend le descriptif des prestations effectuées sur la base duquel le montant à payer est établi. Elle mentionne aussi le détail des prix.

Aucune exigence particulière n'est imposée au titulaire concernant la forme de la demande de paiement. Outre les mentions légales obligatoires fixées à l'article L.441-3 du code de commerce, les demandes de paiement porteront les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire
- Le numéro de son compte bancaire tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement
- Le numéro du bon de livraison et le numéro du bon de commande
- Le numéro du présent accord-cadre
- Les quantités réellement livrées
- La décomposition des prix forfaitaires ou le détail des prix unitaires HT des prestations livrées
- Le montant total HT des prestations livrées
- Le taux et le montant de la TVA applicables
- Le montant total TTC des prestations livrées
- La date de facturation
- Le nom de l'établissement et de l'interlocuteur concernés

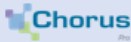
Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le prestataire a obligation d'adresser ses factures sous forme électronique, au travers de la plateforme Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Les demandes de paiement seront adressées à l'établissement concerné par la prestation :

### Pour la CCIAMP :

	<u>Référence facture électronique</u>
N° de SIRET	181.300.021.00019
N° du bon de commande (n° d'engagement)	BCxxxxxxxxx
Code service	Néant

### Pour la CCIR PACA :

Les factures seront libellées à l'adresse suivante :

CCI Provence-Alpes-Côte d'Azur  
8 rue Neuve Saint Martin  
CS 81880  
13221 Marseille cedex 1

Et seront déposées sur ChorusPro :

Identifiant structure : 18130001300040

Raison sociale : CCI REGION PROVENCE ALPES COTE DAZUR MARSEILLE 1

### **Pour la CCI des Hautes Alpes :**

dépôt sur CHORUS Pro :

Identifiant structure : 18050001900013

Raison sociale : CHAMB COMMERCE ET INDUSTRIE HAUTES ALP

### **Pour la CCI des Alpes de Haute Provence :**

Identifiant structure : 18040001200019

Raison sociale : CHAMB COMMERCE ET INDUSTRIE ALPES HAUTE PROVENCE

## **Article 23 – Modalités de facturation**

- Pour la partie forfaitaire relative à la mission légale de commissaire aux comptes, la facturation sera établie **mensuellement à terme échu**;
- Pour les prestations complémentaires (des diligences directement liées (DDL), supports, études et missions diverses), le titulaire devra établir la facturation **par commande soldée et conforme**.

## **Article 24 – Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement, sauf si l'accord-cadre prévoit une répartition des paiements entre les membres du groupement et indique les modalités de cette répartition.

## **Article 25 – Paiement des sous-traitants**

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur, sont payées dans les conditions financières prévues par le CCAP ou par un acte spécial.

## **Article 26 – Monnaie de compte de l'accord-cadre**

La monnaie de compte de l'accord-cadre est l'euro pour toutes les parties prenantes (sous-traitants compris). Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire.

## **Article 27 – Délai de paiement**

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai global maximum de 30 jours à compter de la réception d'une facture conforme.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles R.2192-11 et suivants et l'article R.3133-10 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires, prévu à l'article R.2192-31 et suivants, est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En vertu de l'article D.2192-35 du même code, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros.

## **Article 28 – Avance**

L'option retenue est l'option A.

Sauf refus du titulaire exprimé par lettre recommandée dans les 5 jours à compter de la réception de la notification de l'accord-cadre, une avance lui est versée dans les conditions du CCAG-PI.

Pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, et sous réserve des dispositions relatives à la sous-traitance du décret relatif aux marchés publics, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant du bon de commande si la durée prévue pour l'exécution de celui-ci est inférieure ou égale à douze mois.

Pour chacun des bons de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT, et dont la durée d'exécution est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans un délai maximum de 30 jours compté à partir de la date de début des prestations au titre desquelles est accordée cette avance.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre de l'accord-cadre atteint ou dépasse 65% du montant de l'accord-cadre.

Ce remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant initial toutes taxes comprises de l'accord-cadre.

L'avance n'est pas affectée par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Si l'accord-cadre est passé avec des entrepreneurs groupés, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées respectivement par le mandataire et les cotraitants, lorsque le montant des prestations est supérieur à 50 000 € HT.

Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct.

Le versement de cette avance est égal au moins à 5 % du montant des prestations sous-traitées à exécuter au cours des douze premiers mois suivant la date de commencement de leur exécution.

Le droit à l'avance du sous-traitant est ouvert dès la notification de l'accord-cadre ou de l'acte spécial par la personne signataire de l'accord-cadre.

Le remboursement de cette avance s'effectue dans les mêmes conditions de rythme et de modalités que celles prévues pour le titulaire.

Le prestataire ayant conclu le contrat de sous-traitance prend ce versement et ce remboursement en compte pour fixer le montant des sommes devant faire l'objet d'un paiement direct au sous-traitant.

Si le titulaire de l'accord-cadre qui a perçu l'avance sous-traite une part de l'accord-cadre postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

## **Article 29 – Protection de la main d'œuvre et conditions de travail**

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-PI, les travailleurs employés à l'exécution du contrat doivent recevoir un salaire et bénéficier de conditions de travail au moins aussi favorables que les salaires et conditions de travail établis par voie de convention collective, de sentence arbitrale ou de législation nationale pour un travail de même nature exécuté dans la même région.

## **Article 30 – Assurances de responsabilité civile professionnelle**

Conformément à l'article 9 du CCAG-PI, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Il doit justifier dans un délai de quinze jours courant à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

L'attestation mentionnée ci-dessus sera déposée par le titulaire sur la plateforme en ligne mise **à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante** : <https://portal.aprovall.com/>

## **Article 31 – Pénalités**

### **Pénalités pour retard ou absence de remise de livrables**

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, tout défaut de présentation des documents/livrables mentionnés dans le CCTP entraîne une pénalité de 150 € par jour calendaire de retard.

Le retard court à compter des délais limites fixés dans le CCTP ou à défaut, dans la date limite fixée par le membre du groupement concerné demandant au titulaire par écrit (mail ou courrier) la remise de ces documents/livrables.

Les pénalités de retard ne donnent pas lieu à une quelconque exonération.

Les pénalités de retard sont intégralement dues au membre du groupement concerné.

### **Pénalités pour non-présentation à une réunion ou une convocation**

En cas d'absence à une réunion, dont la date a été définie en commun, ou dans le cas d'une convocation à la commission des Finances ou à l'Assemblée Générale, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 1000 € par absence.

Est également considérée comme absente la représentation par une personne qui ne possède pas les compétences requises et le pouvoir d'engager le titulaire, ou qui est insuffisamment informée de l'état des prestations effectuées.

La date de réunion prévue doit pouvoir être attestée par le biais d'un mail, courrier ou tout autre document équivalent.

## **Article 32 – Clause pénale en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé**

Suite à mise en demeure restée infructueuse, le titulaire de l'accord-cadre qui ne s'est pas acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, encourt au libre choix du pouvoir adjudicateur soit l'application d'une sanction financière, soit la résiliation de l'accord-cadre. La sanction choisie par le pouvoir adjudicateur est mentionnée dans ladite mise en demeure.

En cas d'application d'une sanction financière, celle-ci est de 5 % du montant initial de l'accord-cadre, sans pouvoir excéder 225000 euros (45000 euros si le cocontractant est une personne physique), ou sans pouvoir excéder 375000 euros (75000 euros si le cocontractant est une personne physique) en cas d'emploi dissimulé d'un mineur soumis à l'obligation scolaire.

En cas d'application de la résiliation, celle-ci est faite sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## **Article 33 – Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire**

Par dérogation à l'article 37.2 du CCAG-PI, en cas de redressement judiciaire ou de procédure de sauvegarde du prestataire, l'accord-cadre est résilié si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire dans les conditions prévues à l'article L.622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

En cas de liquidation judiciaire du prestataire, l'accord-cadre est résilié si après mise en demeure du liquidateur dans les conditions prévues à l'article L.641-11-1 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du prestataire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'évènement. Elle n'ouvre droit, pour le prestataire, à aucune indemnité.

## Article 34 – Résiliation

Les stipulations du C.C.A.G.-PI, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 à 8 du Code du travail conformément aux articles L.2141-1 et suivants du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

**Aussi, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D.8222-5 et L.8222-1 du code du travail, sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, à l'adresse suivante : <https://portal.aprovall.com/>**

## Article 35 – Exécution aux frais et risques du titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

## Article 36 – Juridiction compétente

Tribunal administratif Marseille  
31 rue Jean François Leca, 13002 Marseille  
Renseignements :  
Téléphone greffe : 04.91.13.48.13. – Fax : 04.91.81.13.87

Le requérant peut saisir le Tribunal Administratif de Marseille de manière dématérialisée, par le biais de l'application informatique "Télérecours citoyen" accessible depuis le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### Introduction des recours :

Précisions concernant les délais d'introduction des recours :

- Un recours en référé précontractuel peut être introduit depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du marché par la personne publique. A partir de la signature du marché ce recours n'est plus ouvert. (Application des articles L.551-1 et suivants et R.551-1 et suivants du Code de justice administrative).

- Un recours en référé contractuel peut être introduit conformément aux dispositions de l'article L.551-13 du Code de justice administrative au plus tard le trente et unième jour suivant la publication d'un avis d'attribution du contrat ou, pour les marchés fondés sur un accord-cadre ou un système d'acquisition dynamique, suivant la notification de la conclusion du contrat.

En l'absence de la publication d'avis ou de la notification mentionnées à l'alinéa qui précède, la Juridiction peut être saisie jusqu'à l'expiration d'un délai de six mois à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat.

Toutefois ce recours n'est pas ouvert au demandeur ayant fait usage du recours prévu à l'article L.551-1 dès lors que l'acheteur a respecté la suspension prévue à l'article L.551-4 et s'est conformé à la décision juridictionnelle rendue sur ce recours.

- Un recours gracieux peut être formé dans un délai de 2 mois à compter de la publication ou de la notification de la décision contestée. Ce recours interrompt le cours du délai contentieux qui n'est susceptible que d'une seule prorogation.

- Un recours pour excès de pouvoir peut être introduit dans les 2 mois à compter de la notification ou de la

publication de la décision ou de l'acte contesté. Pour le concurrent évincé le recours pour excès de pouvoir n'est plus ouvert à compter de la conclusion du contrat (application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative)

- Un référé suspension peut être introduit avant la signature du marché contre les actes détachables du contrat (application de l'article L.521-1 du Code de justice administrative).

- Tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses est recevable à former devant le juge du contrat un recours de pleine juridiction contestant la validité du contrat ou de certaines de ses clauses non réglementaires qui en sont divisibles.

Ce recours doit être exercé, y compris si le contrat contesté est relatif à des travaux publics, dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis d'attribution mentionnant la conclusion du contrat et les modalités de sa consultation dans le respect des secrets protégés par la loi.

A partir de la conclusion du contrat, ces tiers auxquels ce recours est ouvert ne sont plus recevables à demander l'annulation pour excès de pouvoir des actes préalables qui en sont détachables. (Conseil d'Etat, ass., 4 avril 2014, « Département de Tarn-et-Garonne », n° 358994).

#### Médiation :

- Mission de conciliation : Le tribunal administratif Marseille peut exercer une mission de conciliation conformément à l'article L.211-4 du Code de Justice Administrative. Tél : 04 91 13 48 13

- Pour les différends liés exclusivement à l'exécution du marché : Comité consultatif interrégional de règlement amiable conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique : Préfecture de région, Bd Paul Peytral, 13282 Marseille Cedex 20, Tél : 0484354000. Adresse Internet : <http://www.paca.pref.gouv.fr>

## **Article 37 – Clauses complémentaires**

### **Obligation de confidentialité**

Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

## **Article 38 – Dérogations**

L'article 6 – Documents contractuels déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI

L'article 12 - Durée du marché - Délais d'exécution déroge à l'article 3.2 et 13 du CCAG-PI.

L'article 31 - Pénalités déroge à l'article 14.1 du CCAG-PI.

L'article 33 - Procédure de sauvegarde, redressement et liquidation judiciaire déroge à l'article 37.2 du CCAG-PI.